



La situation de L'EAU POTABLE dans le monde

Un appel urgent à l'action pour accélérer les progrès
en vue d'assurer l'accès universel à l'eau potable



Organisation
mondiale de la Santé



WORLD BANK GROUP

unicef 

pour chaque enfant

Résumé d'orientation

La cible 6.1 des objectifs de développement durable (ODD) est la suivante : « D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable ». Au cours des deux dernières décennies, les investissements dans les services d'eau potable ont permis d'accroître considérablement l'accès et deux milliards de personnes dans le monde ont obtenu un accès à des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité. En 2020, c'était le cas de 74 % de la population mondiale, contre 62 % en 2000. Malgré ces progrès, de grandes disparités géographiques subsistent et 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité. Le monde est loin d'être sur la bonne voie pour atteindre les ODD d'ici à 2030. Les conséquences du changement climatique et les incertitudes toujours croissantes qui y sont liées, les besoins concurrents en eau de l'agriculture et de l'écologie, les priorités financières divergentes et les défis que représentent les menaces existantes et émergentes pour la qualité de l'eau mettent en péril la poursuite des progrès vers la cible 6.1 des ODD et l'accélération supplémentaire nécessaire pour parvenir à l'accès universel.

Ce rapport présente la situation actuelle concernant l'eau potable dans le monde, les progrès accomplis pour atteindre la cible 6.1 des ODD et les défis qui restent à relever. Le cadre mondial d'accélération de l'ODD 6 appelle les gouvernements à réaliser des progrès en matière de gouvernance, de financement, de renforcement des capacités, de données et d'informations, ainsi que d'innovation. À l'aide de ce cadre, des recommandations sont présentées, illustrées par des exemples de la manière dont les pays ont relevé le défi de fournir une eau potable gérée en toute sécurité.

S'agissant d'un service qui procure des avantages économiques et sanitaires incommensurables, ainsi que des résultats essentiels en matière d'égalité des sexes, **la nécessité d'accroître considérablement l'engagement politique en faveur de l'eau potable est évidente**, tout comme celle de renforcer la gouvernance et les institutions et d'augmenter sensiblement les ressources financières disponibles. Les services d'eau potable doivent être accessibles par tous, y compris les pauvres, les personnes vulnérables et marginalisées, conformément à la promesse de ne laisser personne de côté.

Ce rapport présente un ensemble complet de recommandations axées sur la gouvernance, le financement, le renforcement des capacités, les données et informations, ainsi que l'innovation. La liste des actions potentielles est vaste et certains changements nécessiteront une action soutenue de la part de multiples parties prenantes pendant de nombreuses années. Cependant, s'ils font preuve de détermination, les gouvernements peuvent prendre des mesures importantes pour engager le processus, même avec des budgets limités et parallèlement au renforcement des capacités.

Recommandation principale sur la GOUVERNANCE :

Les gouvernements devraient progressivement renforcer les institutions existantes, combler les lacunes institutionnelles et faciliter la coordination. Ils devraient mettre en place un environnement réglementaire stable reposant sur une législation et des politiques claires, y compris des normes de qualité de service, et veiller à leur application.

- Les gouvernements devraient mettre en place une réglementation simple et transparente qui protège tous les consommateurs, permet et encourage l'amélioration continue, l'innovation et le recouvrement des coûts, et facilite la fourniture de services aux personnes pauvres et vulnérables, conformément à l'engagement de « ne laisser personne de côté ».
- Les autorités de réglementation doivent être le plus indépendantes possible, avoir le pouvoir de faire appliquer la loi et être tenues de publier les résultats.
- Les gouvernements devraient créer un environnement politique favorable à l'amélioration des niveaux de service pour les ménages, les établissements de santé et les établissements scolaires, afin qu'une eau potable disponible en abondance et en toute sécurité sur le lieu d'usage devienne la norme.
- La politique gouvernementale devrait soutenir l'amélioration des performances opérationnelles des prestataires de services, et la mise en place de modèles de gestion qui garantissent une prestation de services durable et professionnalisée sur les grands réseaux comme sur les petits.
- La qualité de l'eau potable devrait être réglementée par des approches fondées sur le risque, par exemple par des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau réalisés par les prestataires de services et reposant sur la surveillance.
- Les gouvernements devraient tenir compte des conséquences du changement climatique et prendre des mesures visant à accroître la résilience des infrastructures et des services liés à l'eau, et à atténuer leur incidence sur le climat.
- Les gouvernements devraient promouvoir la coordination entre les titulaires de mandats dans le secteur de l'eau, et encourager la collaboration entre la fourniture de services d'eau potable et la gestion des ressources en eau, entre les autorités rurales et urbaines, et entre les ministères.
- Les gouvernements devraient revoir les politiques, les dispositions réglementaires, les stratégies et les modèles de mise en œuvre pour s'assurer qu'ils sont inclusifs et tiennent compte des différences entre les sexes.

Recommandation principale sur le FINANCEMENT :

Pour multiplier les progrès nécessaires par quatre, le financement et les fonds provenant du secteur public, du secteur privé et des bailleurs de fonds doivent augmenter significativement, l'efficacité et les performances des prestataires de services d'eau doivent s'améliorer afin que les fonds soient utilisés de façon optimale et les gouvernements doivent instaurer un environnement administratif, réglementaire et politique stable et transparent qui encourage les investissements.

- Les gouvernements devraient élaborer des objectifs politiques clairs permettant d'orienter les décisions en matière de financement, comprendre pleinement tous les coûts de la fourniture de services d'eau potable et prendre des décisions éclairées, fondées sur des données probantes, concernant l'allocation des fonds et la fixation des tarifs et des droits d'utilisation.
- Les gouvernements devraient investir dans les services d'eau potable, en utilisant les allocations du budget du secteur public de manière dynamique et stratégique, en créant des incitations à la fourniture de services efficaces et durables et en donnant la priorité à l'accès des personnes non desservies.
- Les gouvernements devraient encourager et soutenir l'amélioration des performances financières des prestataires de services d'eau.
- Les gouvernements devraient veiller à trouver un équilibre approprié entre investir dans de nouvelles infrastructures et financer l'entretien des infrastructures existantes.
- Les gouvernements devraient prévoir dans leur budget les coûts associés à un environnement réglementaire favorable.
- Les gouvernements devraient s'efforcer de mettre en place un environnement propice à l'utilisation de sources de financement commercial remboursables, tant au niveau national qu'international, en tenant compte des complexités, du temps et de l'expertise nécessaires. Les gouvernements devraient également acquérir l'expertise et la compréhension nécessaires pour se conformer aux exigences du financement climatique et y accéder.
- Les gouvernements devraient collaborer avec les organisations et les institutions qui aident les ménages et leur accordent des microcrédits pour leur permettre d'investir dans l'approvisionnement en eau.

Recommandation principale sur le RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

Les gouvernements devraient mettre en place des institutions solides et compétentes ainsi qu'une main-d'œuvre performante et motivée grâce à une série d'approches de renforcement des capacités fondées sur l'innovation, le partenariat et la collaboration.

- Les capacités doivent être renforcées dans les domaines techniques spécifiques aux services d'approvisionnement en eau et également pour créer un environnement favorable à des services d'approvisionnement en eau durables, y

compris les compétences en matière de planification et de budgétisation à long terme, d'amélioration du recouvrement des coûts, d'obtention de revenus et de durabilité financière.

- La croissance de la prestation de services professionnalisés doit être soutenue par le renforcement des capacités, en particulier dans les réseaux de petite taille et ruraux.
- Les gouvernements devraient chercher à renforcer leurs propres capacités, ainsi que celles de leurs partenaires dans le secteur, en mettant en place des programmes de formation entièrement institutionnalisés.
- Les gouvernements devraient renforcer leur capacité à intégrer la résilience aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets dans la planification, la conception et la fourniture des services d'eau potable, y compris la protection des sources d'eau. Il convient de renforcer les capacités des organismes de réglementation, des prestataires de services et des utilisateurs afin qu'ils disposent des connaissances et des instruments nécessaires pour faire face aux effets du changement climatique.
- Les gouvernements devraient favoriser l'inclusion dans le secteur, et chercher à atteindre un équilibre en termes de genre, d'origine ethnique et de culture au sein du personnel des institutions du secteur.

Recommandation principale sur les DONNÉES ET INFORMATIONS :

Les gouvernements devraient s'assurer qu'ils disposent de données et d'informations pertinentes pour être mieux informés, comprendre les lacunes et les inégalités concernant les services d'eau potable, et prendre des décisions fondées sur des données probantes.

- Les gouvernements devraient soutenir l'institutionnalisation de la collecte de données et du suivi au sein des réseaux nationaux et à tous les niveaux (communauté, entreprises de services publics, échelons infranational et national), l'utilisation de méthodes cohérentes, notamment de termes et de questions standardisés, et l'utilisation des données recueillies.
- Les gouvernements devraient identifier les lacunes dans la collecte et l'analyse des données, et donner la priorité aux domaines dans lesquels les données manquantes constituent un obstacle, en mettant particulièrement l'accent sur l'identification des communautés et des individus qui risquent d'être laissés pour compte dans la fourniture de services.
- Les gouvernements et les autres parties prenantes devraient encourager et financer la recherche dans le secteur de l'eau, collaborer avec les établissements universitaires et diffuser les résultats afin d'éclairer la prise de décision.
- La diffusion de données sur les performances des prestataires de services devrait être une priorité pour les gouvernements afin de stimuler les améliorations et de promouvoir la responsabilité envers les utilisateurs.

Recommandation principale sur l'INNOVATION :

Les gouvernements devraient encourager l'innovation et l'expérimentation par le biais de politiques et de réglementations publiques propices, accompagnées d'un suivi et d'une évaluation rigoureux.

- Les gouvernements devraient créer une vision politique et constituer le leadership politique nécessaire pour identifier les approches innovantes et les développer.
- Les gouvernements devraient créer un environnement réglementaire flexible pour encourager l'innovation, et les réglementations devraient être régulièrement mises à jour afin de tenir compte de l'évolution des données probantes et de la disponibilité de technologies améliorées.
- L'innovation devrait être encouragée dans les méthodes et les approches, ainsi que dans les technologies.

Comme le souligne le présent rapport, il existe des opportunités clés à l'horizon 2030 pour renforcer le leadership des gouvernements, faire preuve de volonté politique, renforcer les partenariats et réaliser des investissements publics stratégiques et dynamiques dans le domaine de l'eau potable. Les gouvernements ont de nombreuses possibilités de faire progresser la prestation de services d'eau potable fiables, sûrs et durables, et le fait de travailler sur tous les accélérateurs de l'ODD 6 permettra d'obtenir des résultats durables et un impact plus important. Les États Membres, le système des Nations Unies et les autres parties prenantes du secteur doivent relever le défi, apprendre les uns des autres et collaborer en vue d'assurer d'ici à 2030 l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.